

Permettez-moi de signaler un contraste, car il est remarquable, avec certaines des autres choses que le gouvernement pourrait accomplir avec ce dollar affecté au logement. Je soutiens que pour chaque dollar que le gouvernement consacre à la viabilisation des terrains, il y aurait un facteur de multiplication de \$30 ou \$40. Aux environs de ma propre ville, le principal obstacle à la construction d'un nombre suffisant de maisons pour les habitants de la région de Toronto est la pénurie de terrains viabilisés. Un dollar dépensé par le gouvernement dans ce domaine peut donner un rendement bien supérieur à un dollar consacré au logement public. C'est pour cela que j'ai été très encouragé de voir la SCHL inviter récemment le secteur privé à présenter des projets originaux et innovateurs et de nouvelles formules pour construire des maisons à des prix raisonnables pour les Canadiens. C'est un projet auquel je souscris de tout cœur.

Si le gouvernement est disposé à consentir ces débours pour la viabilisation des terrains afin de produire ce grand facteur de multiplication dont j'ai parlé, il faudra, de toute évidence, aplanir les difficultés constitutionnelles avec la province d'Ontario. C'est pourquoi, en ma qualité de représentant d'une circonscription de l'Ontario, je ne peux qu'inciter tous les autres députés, espérant qu'ils le feront, à insister auprès du gouvernement ontarien et des autres gouvernements provinciaux pour qu'ils étudient attentivement l'initiative que le ministre a prise l'autre jour en recommandant l'établissement d'un conseil d'urbanisation chargé précisément de se pencher sur ce genre de problème. C'est un domaine où le gouvernement fédéral a tout intérêt à stimuler l'activité, mais où aucune réalisation pratique ne saurait voir le jour sans une collaboration entière avec les provinces et les municipalités.

• (4.00 p.m.)

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, dans sa réplique, le ministre a dit que rien ne justifiait nos sombres prévisions. Je l'ai écouté de mon siège, espérant qu'il dirait quelque chose de positif pour calmer les appréhensions de la Chambre et du pays au sujet du grave problème du logement auquel le Canada fait face. Je n'ai rien entendu de tel. De fait, j'ai entendu des paroles qui font plus que justifier le pessimisme éprouvé de tous les côtés de la Chambre et partout au pays, du fait que le gouvernement ne s'est pas attaqué à la crise du logement.

J'espérais que le député de Trinity (M. Hellyer) serait à la Chambre. J'ai remarqué sa présence ici aujourd'hui et j'espérais qu'il participerait au débat. Il serait bon de se

rappeler le fameux groupe d'étude sur le logement et le développement urbain qu'a dirigé le prédécesseur du ministre, le député de Trinity, il y a un peu plus d'un an. Nous rappelons que ce groupe de travail a parcouru le pays, tenu des audiences publiques et vu, sur place, les horreurs de la pauvreté urbaine et rurale.

Nous avons lu son rapport avec intérêt. Le député de Trinity a été impressionné à tel point par ce qu'il a vu au cours de sa croisade, de son pèlerinage dans tout le pays, qu'à son retour à Ottawa, il était résolu, et fermement, à faire quelque chose immédiatement. Malheureusement, le gouvernement dont il était membre n'y a pas vu la même urgence que le ministre, et celui-ci a démissionné. Ce fut le dernier mot positif du gouvernement sur la question du logement. Ce fut la dernière lueur d'espoir, ou le dernier indice, que le gouvernement voulait s'attaquer au problème du logement et aux problèmes connexes de la pauvreté et du chômage.

Il serait bon que le ministre d'État (M. Andras), qui est sincère, revienne sur les pas de son prédécesseur, qu'il visite nos villes, leurs ghettos de pauvreté et qu'il voit comment les pauvres vivent au Canada. Oh oui, les députés qui représentent les grandes villes nous parlent beaucoup des problèmes urbains de la pollution, des transports et de la récréation. Mais alors, que dire du problème encore plus grave du logement, ou du manque de logements convenables?

Aujourd'hui, dans ce beau pays qu'est le nôtre, il y a des gens qui vivent dans la plus abjecte pauvreté, des gens qui n'osent quitter des yeux leurs enfants de peur de les voir mordus par les rats. Il y a dans nos villes des gens qui ne jouissent pas des services sanitaires les plus essentiels. Le député de Trinity l'a vu de ses propres yeux, dans ma ville, dans d'autres villes et dans les régions rurales du Canada. Ce qu'il a vu l'a tellement impressionné, ou plutôt déprimé, qu'il estime que si la société juste du gouvernement doit avoir la moindre signification, il faut faire quelque chose pour les Canadiens qui vivent dans des logements indignes des normes d'existence généralement admises.

Dans la déclaration de principe qui constituait le préambule de son rapport, il a déclaré que tout Canadien devrait avoir le droit d'occuper un logis propre et chauffé, ajoutant que c'était là un droit humain fondamental. Je le demande au ministre, combien de temps les milliers de Canadiens qui connaissent les affres de la pauvreté urbaine devront-ils attendre pour jouir de ce qui devrait être un droit fondamental au Canada? Le ministre ne l'ignore pas, il y a dans ma propre ville des endroits sans installations de plomberie, voire